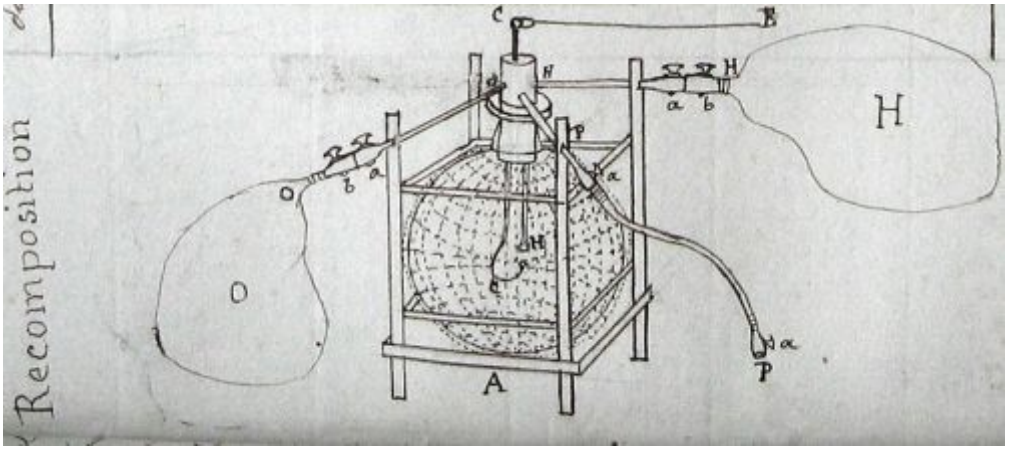
L’histoire des savoirs, une voie vers l’interdisciplinarité.

Colloque Étape de l’ACI « Histoire des savoirs », CNRS, 1-3 décembre 2005.

Par Igor Moullier



Du 1er au 3 décembre s’est tenu à l’Ens d’Ulm le colloque étape de l’Aci « Histoire des savoirs » du Cnrs. Lancé en 2003 par un premier appel d’offres, prolongé en 2004, l’Aci (Action concertée incitative) regroupe aujourd’hui trente-quatre groupes de recherche, qui ont présenté leurs méthodes et leurs résultats à l’occasion de ce colloque. À l’heure où le Cnrs connaît un certain nombre de restructurations et doit affronter des interrogations sur son rôle dans la politique de recherche, le colloque a permis de vérifier en pratique l’utilité des programmes interdisciplinaires lancés par le Cnrs. Le thème choisi se veut en effet à l’intersection de trois départements du Cnrs: Sciences de l’homme et de la société, Sciences physiques et mathématiques, Sciences et technologies de l’information de la communication. Dans les trente-quatre groupes de recherches, les Shs tiennent néanmoins le haut du pavé, et parmi elles les historiens, les philosophes et les ethnologues, les Spm étant surtout représentées par les historiens des sciences et des mathématiques, et les Stic figurant principalement comme auxiliaires techniques d’un certain nombre de programmes.

L’un des objectifs que se fixe le programme de l’Aci est de dépasser la dichotomie entre les savoirs comme discours vrai et les savoirs comme construction sociale. La diversité et la richesse des contributions présentées, de la théologie médiévale aux neurosciences, de la grammaire indienne aux savoir-faire de la *commedia dell’arte*, témoignent de l’ambition initiale de l’Aci, mais aussi de sa volonté de rechercher une nouvelle façon de pratiquer l’interdisciplinarité, non autour d’un objet commun, mais par la délimitation de méthodes et de problématiques communes, dans

des champs apparemment divers, les « savoirs » s'entendant des savoirs techniques, comme l'arboriculture, jusqu'aux disciplines les plus formalisées.

Kryzstof Pomian avait aussi tracé un parallèle entre l'histoire de l'histoire et celle de la science, en montrant que l'émergence d'un savoir historique positif, appuyé sur la notion de source, et d'un savoir scientifique, selon des règles formalisées, se produisait en Occident selon une chronologie identique. De cette évolution parallèle, il tirait un questionnement épistémologique plus général : « n'aurait-on pas le droit d'en tirer la conclusion que les liens entre la science et l'histoire sont beaucoup plus profonds qu'on ne le pense d'habitude ? Ou, ce qui va plus loin encore, que la science et l'histoire ne sont que deux manifestations partielles du phénomène plus général qu'est la connaissance ? Et que c'est dans une histoire de la connaissance que devraient s'intégrer l'histoire des sciences et celle de l'histoire qui auraient dépassé leurs approches traditionnellement unilatérales ? » (Pomian, 1999, p. 126) Le programme « Histoire des savoirs » ne va pas jusqu'à une telle interrogation. Par sa nature même de programme incitatif, il se présente comme une collection de projets singuliers. Mais dans sa philosophie, et dans la démarche affirmée par le comité de pilotage de l'Aci, perce une volonté de créer les conditions d'émergence d'un nouveau champ de recherche à l'intérieur des sciences humaines.

De l'histoire des sciences à l'histoire des savoirs.

Les enjeux du programme de l'Aci, disponible en ligne, furent clairement rappelés à l'ouverture du colloque par la directrice du programme, Karine Chemla, ainsi que par le président du comité de pilotage, François de Gandt. Le premier est la volonté d'ouvrir et d'élargir le champ de l'histoire des sciences et de l'épistémologie pour l'ouvrir pleinement aux méthodes des sciences sociales, celles par exemple mises en œuvre par des historiens anglo-saxons, comme par exemple Shapin et Shaeffer. Afin de dépasser l'opposition entre approche internaliste et externaliste souvent à l'œuvre en histoire et sociologie des sciences, le passage à la notion de savoir permet de déployer une approche plus comparatiste. Elle est aussi suffisamment large pour permettre la convergence de chercheurs venus de disciplines différentes, et l'affirmation de problématiques autour d'une conception non hiérarchique des savoirs.

Le second enjeu est la volonté de créer une véritable communauté scientifique autour de l'étude des savoirs. L'interdisciplinarité des équipes de recherche a ainsi été un critère déterminant dans l'attribution des crédits de recherche. Le programme du colloque a volontairement mélangé les thèmes et les disciplines, afin de permettre le rapprochement des équipes autour de thématiques telles que les « savoirs sur la société », les « savoirs techniques », les « savoirs sur l'altérité ».

Mais cette volonté stratégique d'élargissement aurait pu tourner à l'auberge espagnole si elle ne s'accompagnait d'un programme épistémologique fort, développé dans le texte d'appel autour de plusieurs concepts nouveaux.

La notion de « savoir » est tout d'abord définie *a minima* comme un « corps constitué de connaissances ». Cette définition amène à mettre l'accent sur les processus de production, de formalisation ou d'institutionnalisation des savoirs, ainsi qu'au niveau individuel, sur les processus de catégorisation. Elle conduit à aborder plus largement, comme de nombreuses équipes l'ont fait, la notion de savoirs « situés », comme fruits d'un milieu particulier. Cette approche a par exemple été menée sur des objets et des figures traditionnels de l'histoire des sciences : l'étude des périodiques savants à l'époque moderne (Jeanne Pfeiffer1), du cours magistral comme moyen de transmission (Annie Bruter), ou celle des observatoires (David Aubin), qui montre à partir de la fin du 18e siècle la coalescence de plusieurs savoirs autour d'un même objet. Mais cette approche peut aussi s'appliquer avec succès à des objets non scientifiques : l'étude de la production des savoirs administratifs (Bruno Delmas) du 18e au 19e siècle montre comment ces savoirs sont en permanence reconfigurés dans des corpus d'archives qui finissent par se sédimenter et se figer, souvent après la perte du lien avec le savoir-faire qui permettait de décrypter les formulaires et les enquêtes administratives.

L'étude des savoirs « situés » met aussi en évidence l'importance de leur contexte d'usage. La théorie de l'équilibre général en économie a fini par devenir un modèle général de connaissance appliqué à d'autres domaines (Jean-Sébastien Lenfant). La théorie de Walras, qui visait d'abord à la formalisation mathématique, fut ainsi utilisée comme un instrument d'action au service des politiques économiques. Elle fut par exemple utilisée par le *Harvard Pareto circle* regroupant des biochimistes, des juristes et des économistes désireux d'étendre la théorie de l'équilibre général, comme résultat naturel des interdépendances, à l'ensemble des sciences expérimentales et des sciences humaines, comme Pareto l'avait fait pour la sociologie. La législation sur le travail industriel et la consommation au 19e siècle, en France et en Angleterre (Christophe Charle), s'est faite au prix de va-et-vient entre les experts, les législateurs et la société civile. Les débats sur le travail des enfants, par exemple, mobilise des arguments médicaux, juridiques, historiques et sociologiques. Savoirs positifs et normatifs s'avèrent alors étroitement liés. Le discours de l'économie politique, comme celui de l'histoire, ont une influence sur les phénomènes qu'ils décrivent : ils contribuent à délimiter des comportements, à fixer des normes. Les savoirs sur les plantes transgéniques et les risques qu'elles engendrent (Christophe Bonneuil) obéissent à une chronologie différente en Europe et aux États-Unis, qui démontrent l'impact des débats politiques sur les agendas scientifiques. La recherche sur les flux de gènes, importante en Europe, apparaît

très liée aux débats sur la réglementation législative : l'approche par la sociologie des politiques publiques se révèle ainsi plus pertinente que l'explication « culturaliste » de la différence de production scientifique des deux côtés de l'Atlantique.

Cette approche du savoir valorise la notion de culture matérielle. La constitution de manuels apparaît comme un moment privilégié pour saisir le moment de formalisation d'un savoir, ainsi les *Artes mercatoria* qui se constituent à l'époque moderne (Jochen Hoock) : l'art du marchand, du négociant ne connaît, entre le 15e et le 18e siècles, pas de modifications techniques, mais la rédaction de manuels destinés aux négociants marquent un pas décisif dans la rationalisation de ces pratiques, et leur basculement vers le monde de la calculabilité.

Un second groupe de concepts avancés par le programme de recherche concerne la circulation des savoirs, là encore dans un sens vaste, qui va des aspects matériels et géographiques, à une interrogation plus épistémologique sur la commensurabilité des savoirs, par exemple la rencontre entre mathématiques et philosophie naturelle à la fin du Moyen-âge. Matérialité et transmission des savoirs sont étroitement liées, comme le montre l'étude des arts du langage à l'époque d'Abélard (Irène Rosier-Catach) : la naissance de la scolastique, autour du débat fondamental sur la question des universaux, prend ses origines dans les commentaires des grammairiens et des logiciens des 11e-12e siècles sur le statut des mots et des signes. C'est dans un texte anonyme, les *Glosulae*, commentaire de la grammaire de Priscien, que l'on peut ainsi retrouver les fondements du débat entre nominalistes et réalistes où s'illustrera Pierre Abélard. La question de l'auteur passe ainsi au second plan et le travail d'édition des textes permet de montrer que la philosophie médiévale a d'abord été faite par des anonymes, circulant dans les manuels de grammaire et de logique, avant d'être reprise par les maîtres de la scolastique.

Cette question de la dynamique, de la transmission des savoirs amène à réinterroger le concept d'« archive », ou plus justement à conceptualiser cette notion qui l'est rarement. Admettre que les savoirs sont des entités vivantes, renouvelées, oblige en effet à dénaturaliser la notion de corpus (au sens où l'on entend habituellement la création d'un ensemble artificiel de sources institué en objet d'étude par le chercheur) et à reconstituer les étapes de sa création, que ce soit pour les anciens manuscrits de la grammaire sanscrite, ou pour les archives privées d'un savant, l'économiste Carl Menger en l'occurrence (Gilles Campagnolo), dont les papiers sont dispersés entre plusieurs pays. Retracer l'histoire de ce corpus signifie retracer la manière dont une école de pensée se l'est approprié, souvent de manière polémique, aussi bien contre la théorie classique que contre les keynésiens.

De nouvelles méthodes de travail et de recherche.

L'autre axe d'innovation apporté par l'Aci « Histoire des savoirs » concerne les méthodes de travail et l'invitation faite aux groupes de recherche de produire des instruments de travail réutilisables par la suite. Il est la conséquence de plusieurs préoccupations d'ordre différent, mais aux résultats convergents. Les premières sont d'ordre politique et institutionnelle : elles ont trait à l'attention nouvelle portée au patrimoine, et affirmée par une autre Aci, lancée par le ministère de la recherche, sur la « Culture scientifique », qui est venue abonder l'Aci « Histoire des savoirs ». La volonté des promoteurs de l' Aci de renouveler les méthodes de l'histoire des sciences, d'ouvrir ce champ à de nouvelles disciplines et de promouvoir une démarche véritablement collective impliquait également de ne pas s'en tenir aux formes habituelles de la publication des résultats de recherche (articles, colloques, ouvrages). Karine Chemla a affirmé la nécessité que l' Aci débouche sur des résultats concrets, qui permettent de pérenniser le champ « histoire des savoirs » au sein du département Shs. Mais la dynamique même des problématiques de recherche centrées sur les savoirs comme situés a amené de nombreux équipes scientifiques à faire de la création d'instruments de travail le cœur même de leur action : collection d'instruments de calculs replacés dans leur contexte historique et intellectuel, recueil des textes sur la calculabilité (Michel Bourdeau), jusque là non accessibles en français, et permettant de retracer la généalogie de la notion, de Hilbert à Martin-Löf, lexique des termes techniques et de leurs variations géographiques dans l'industrie du cuir. Des formes traditionnelles peuvent ainsi être revitalisées : le projet d'un dictionnaire historique des sciences mathématiques arabes (Hélène Bellosta) se nourrit ainsi d'une réflexion sur la langue utilisée et la possibilité de faire passer des concepts mathématiques (puissance, fraction) par le langage. Enfin, la recherche de nouveaux instruments, utilisant notamment les ressources des nouvelles technologies, a favorisé les démarches transversales : la possibilité de comparaison des manuscrits par leur traitement informatique est au cœur du concept d' « écrit pragmatique » (Nicole Bériou) au Moyen-âge, qui rassemble des documents allant du sermon aux comptes de châtellenie, en les éclairant d'un jour nouveau. Enfin, l'« archéologie des savoirs administratifs » (Bruno Delmas) se donne pour but ce qui est souvent le point de départ de la recherche historique, à savoir l'inventaire d'archives, mais un inventaire qui permette de saisir, grâce à des logiciels de visualisation informatique, le trajet des corpus d'archives, et les transformations institutionnelles subies par les organismes producteurs.

François de Gandt a résumé en une question ces préoccupations : « qu'est-ce qu'éditer aujourd'hui ? ». Comment utiliser les nouvelles technologies pour renouveler les pratiques de

l'édition scientifique, faire circuler les documents et permettre à tout moment leur contextualisation ?

Les nouvelles configurations du savoir.

Le colloque a fait apparaître de nombreuses pratiques communes, notamment autour de l'usage des Stic. De nombreux groupes ont choisi d'une part de constituer des bases de données, et d'autre part de travailler à distance sur Internet grâce à des plates-formes collaboratives accessibles aux seuls membres du groupe. À terme, ces bases de données deviendront, il faut le souhaiter, ouvertes à tous. Cette préoccupation rejoint les réflexions présentées par Marc Dumont dans les colonnes d'EspacesTemps*.net* sur les possibilités nouvelles offertes par l'Internet pour la conservation et la circulation des données scientifiques, notamment des corpus de sources constituées par les chercheurs. Chaque chercheur accumule en effet, au cours de son travail, une somme de connaissances pratiques sur les sources qu'il manipule, mais ce travail préparatoire au traitement de l'information reste souvent sous la forme de notes, de fiches, ou de bases de données personnelles. Les projets présentés ont montré les possibilités ouvertes par l'édition électronique pour un meilleur partage et une meilleure diffusion des sources scientifiques, dans un esprit interdisciplinaire dont on ne peut que souhaiter qu'il se diffuse dans le champ des sciences humaines.

De manière frappante, c'est d'abord autour de ces questions de méthodologies que sont apparues les convergences les plus frappantes entre les équipes de recherche. Mais l'effet de coprésence qu'on peut parfois attendre d'un colloque a relativement peu joué : la question de l'élaboration d'un langage commun demeure. Psychologues, épistémologues, historiens, sociologues parlent-ils de la même chose lorsqu'ils parlent de savoirs ou de connaissance ? Il faudra sans doute plus d'un colloque pour répondre à cette question.

Image : dessin réalisé par Nicolas-Jean-Baptiste-Gaston Guibourt, pour le *Cours de chimie rédigé d'après les leçons de M. Thénard*, 1808-1809, vol. 1, p. 119. Courtoisie de la Bibliothèque interuniversitaire de Pharmacie de Paris, reproduite d'après l'article de A. Belmar et J. Sanchez, « Les cahiers d'élèves, source pour une histoire des contenus et des pratiques de l'enseignement de la chimie ».